Art. 260 nicht, da diese nur da nötig ist, wo die Verfolgung des Anspruchs ohne solche ausschliesslich der Gesamtheit der Gläubiger zustehen würde.

Etwas anderes ist denn auch in dem von der Vorinstanz angeführten Entscheide AS 22 Nr. 47 nicht ausgesprochen worden. Denn in jenem Falle handelte es sich nicht um einen Schadenersatzanspruch gegen den Konkursverwalter, sondern um eine Klage gegen den Betreibungsbeamten wegen Vorenthaltung eines durch Pfändung in seine Hand gekommenen, in die Konkursmasse fallenden Geldbetrages, also um die Eintreibung eines Masseaktivums im oben umschriebenen Sinne. Ebenso glaubt die Vorinstanz zu Unrecht, dass darüber, ob der Rekurrent zu seiner Legitimation einer Abtretung bedürfe, vom Richter und nicht von den Aufsichtsbehörden zu entscheiden sei, weshalb ihm nicht durch deren Verweigerung die Klagemöglichkeit abgeschnitten werden dürfe. Wenn, wie feststeht und unbestreitbar ist, es den Aufsichtsbehörden zukommt, darüber zu befinden, ob ein bestimmtes Vermögensrecht seiner Natur nach überhaupt Bestandteil des Masse bilden, d. h. dem konkursmässigen Beschlagsrecht der Gläubiger unterliegen könne, so ist es auch allein deren Sache festzustellen, was aus dem erwähnten Gesichtspunkte Gegenstand der Abtretung nach Art. 260 sein kann und nicht. Verneinen sie die Notwendigkeit der Abtretung, weil der im Streite liegende Anspruch keinesfalls der Gesamtheit der Gläubiger, sondern höchstens jedem von ihnen persönlich zustehen könne, so ist diese Entscheidung für den Richter verbindlich und kann er dem Kläger nicht mangels Vorlegung einer Abtretungsurkunde die Legitimation zur Klage aberkennen.

Demnach hat die Schuldbetreibungs- u. Konkurskammer
e r k a n n t :

Der Rekurs wird im Sinne der Erwägungen abgewiesen.

**60. Arrêt du 21 novembre 1917 dans la cause
Meyer-Lehmann.**

Sursis général aux poursuites : Intérêts hypothécaires échus depuis deux ans. Appréciation de la situation du débiteur. Valeur actuelle de l'immeuble à considérer.

A. — Le 1^{er} octobre 1917, les époux Arnold et Marie Meyer, aubergistes à Grandfey, ont sollicité du président du Tribunal de la Sarine un sursis général aux poursuites jusqu'au 31 décembre 1917. Les requérants exposaient : Leurs immeubles, achetés pour le prix de 38 000 fr., sont grevés d'hypothèques pour environ 31 000 fr. En outre ils ont pour environ 7000 fr. de dettes chirographaires. L'actif, qui comprend aussi un stock de marchandises, couvre le passif. Les événements de la guerre empêchent les époux Meyer de désintéresser actuellement leurs créanciers.

B. — Le président du Tribunal a écarté la demande de sursis par décision du 29 octobre 1917 motivée comme suit :

Le stock des marchandises en cave vaut environ 700 fr. Les immeubles, dont la taxe cadastrale est de 31 743 fr., peuvent être évalués à 34 743 fr. Le prix d'achat de 38 000 fr. payé en 1909 est certainement trop élevé. L'actif se monte au total à 35 443 fr. Le passif atteint 37 965 fr. 95. Les époux Meyer doivent donc être considérés comme insolvable et le bénéfice du sursis ne peut leur être accordé. Il faut relever en outre que les requérants ne paient pas les intérêts des créances hypothécaires. En ce qui concerne la Brasserie Beauregard et M. Guhl, les intérêts sont échus depuis deux ans.

C. — Les époux Meyer ont recouru au Tribunal fédéral. Ils maintiennent leur demande de sursis.

La Grande Brasserie de Beauregard a conclu au rejet du recours.

Statuant sur ces faits et considérant
en droit :

L'autorité cantonale n'établit pas si l'insolvabilité actuelle des recourants est ou non un résultat des événements de la guerre. Il n'y a pas lieu toutefois de renvoyer la cause à l'instance cantonale, car la demande de sursis ne peut en tout cas pas être accueillie.

En effet, à teneur de l'art. 9 de l'ordonnance du 16 décembre 1916 concernant le sursis général aux poursuites « le sursis ne s'étend pas aux intérêts arriérés de capitaux garantis par gage immobilier, lorsque ces intérêts sont échus depuis deux ans ou plus longtemps. » Or, en l'espèce, il n'est pas contesté que les recourants sont de deux ans en retard dans le paiement des intérêts hypothécaires afférents aux créances de la Brasserie de Beauregard et de Guhl. Il s'ensuit qu'il ne saurait être sursis aux poursuites en ce qui concerne le paiement de ces intérêts arriérés.

Etant donné, d'autre part, que les immeubles forment le seul actif appréciable des débiteurs et que ces immeubles doivent être réalisés actuellement pour couvrir les intérêts hypothécaires, on ne peut, pour apprécier la situation des recourants, prendre en considération la valeur des immeubles en temps normal, mais bien leur valeur actuelle telle que l'autorité cantonale l'a évaluée. Dans ces conditions, rien ne permet d'admettre que les créanciers pourront être désintéressés intégralement. Le sursis doit donc être refusé.

Par ces motifs,

la Chambre des Poursuites et des Faillites
prononce :

Le recours est écarté.

61. Arrêt du 24 novembre 1917 dans la cause
Eoux Brügger.

Cession d'une prétention par la masse (Art. 260 LP). Le débiteur n'a pas qualité pour attaquer la cession, mais bien le tiers défendeur contre lequel l'action est dirigée. — Rôle du créancier cessionnaire dans le procès. — Influence de la suspension de la faillite sur la cession : Pas de nullité d'ordre public de la cession : Validation a posteriori possible.

A. — Le 14 mars 1916, Joseph Brügger, aubergiste à Heitenried, a été déclaré en faillite, mais faute d'actif la faillite a été suspendue. Le 16 mars, le préposé aux faillites de Tavel dressa néanmoins l'inventaire des biens du failli. Tous les objets inventoriés sauf trois (les Nos 12, 14 et 15) furent revendiqués par la femme du failli ; entre autres un cheval taxé 900 fr. et un char à pont, évalué 150 fr. La suspension de la faillite fut publiée le 21 mars 1916 et les créanciers invités à réclamer dans les dix jours l'application de la procédure en matière de faillite et d'en avancer les frais (art. 230 LP). Le 21 avril 1916 des actes de défaut de biens furent délivrés à Clovis Renevey pour 136 fr. 70 et à Louis Chervet pour 365 fr. 60.

Le 9 mai 1916, le préposé avisa par circulaire les créanciers que, deux créanciers ayant demandé la cession au sens de l'art. 260 LP, il les invitait à faire leur déclaration dans les 10 jours. Le 20 mai, la cession eut lieu en faveur de 4 créanciers. La prétention à faire valoir était : « Anfechtung der Abtretung eines Pferdes an die Frau des Konkursiten, Frau Theresia Brügger ». Par citation-demande du 24 juin 1916, les créanciers assignèrent dame Brügger devant le Tribunal civil de la Singine. La cause fut ajournée au 13 juillet, puis réassignée le 20 décembre 1916. Dame Brügger requit la suspension du procès, ce qui lui fut accordé.

Le 4 janvier 1917, dame Brügger demanda à l'office des faillites :